

Convention collective

IDCC : 1525. – **MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DUNKERQUOISE**
(31 août 1988)

(Etendue par arrêté du 10 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

■ *Journal officiel* du 19 décembre 2009

Arrêté du 14 décembre 2009 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective de la métallurgie de la région dunkerquoise (n° 1525)

NOR : MTST0930274A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15,

Vu l'arrêté du 10 juin 1989 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
20 octobre 2008, portant extension de la convention collective de la métal-
lurgie de la région dunkerquoise du 31 août 1988 et des textes qui l'ont
modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 15 juillet 2009, relatif aux salaires (6 barèmes annexés),
conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 17 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli selon la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective de la métal-
lurgie de la région dunkerquoise du 31 août 1988, tel qu'étendu par arrêté du

12 mars 1993 et à l'exclusion du secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 15 juillet 2009, relatif aux salaires (6 barèmes annexés), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

L'article 4 est étendu sous réserve de la prise en compte de l'embauche en cours d'année du salarié dans le calcul *pro rata temporis* des salaires effectifs garantis annuels, conformément à l'accord national métallurgie du 13 juillet 1983 relatif aux rémunérations, tel que modifié par l'avenant du 17 janvier 1991.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/42, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.